

Mairie de PAIMPOL
Pièce affichée le 11/07/2023 Jusqu'au 16/07/2023
Pour le Maire et par délégation La Directrice Générale des Services Delphine ROUXEL

Arrêté
portant interdiction de vente, d'achat de transport
d'utilisation de produits inflammables ou explosifs, d'acide et d'articles
pyrotechniques

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code pénal ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2215-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

Vu le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu le décret du 30 mars 2022 nommant Monsieur Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu le décret du 23 mai 2023 nommant Madame Emeline BARRIERE, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;

Considérant les graves troubles à l'ordre public constatés dans plusieurs villes du territoire national (incendies de bâtiments, de véhicules, de mobiliers urbains, de poubelles et affrontements avec les forces de l'ordre) à la suite du décès d'un jeune homme à Nanterre le 27 juin 2023 lors d'un contrôle routier ;

Considérant la nécessité de prévenir la répétition de tels actes qui portent gravement atteinte à la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant qu'il existe un risque d'utilisation d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques, principalement ceux conçus pour être lancés par un mortier, contre les forces de l'ordre et les services publics ;

Considérant que l'utilisation d'artifices de divertissement et articles pyrotechniques de manière inappropriée sur la voie publique est de nature à créer des désordres et mouvements de panique, tout particulièrement dans le contexte du plan Vigipirate dont le niveau « Sécurité renforcée – risque attentat » est reconduit par la dernière posture du 21 juin 2023 ; qu'elle est susceptible de provoquer des alertes inutiles des forces de l'ordre et de les détourner ainsi de leurs missions de sécurité ;

Considérant que l'un des moyens constatés pour commettre des incendies ou tentatives d'incendie volontaires consiste à utiliser, à des fins autres que celles pour lesquelles ils sont proposés à la vente, des carburants, combustibles et produits inflammables, et qu'il convient, de ce fait, d'en restreindre temporairement les conditions de distribution, d'achat, de vente à emporter et de transport ;

Considérant qu'il appartient au préfet, dans le cadre de ses pouvoirs de police administrative, de veiller à la sécurité publique et qu'il convient en conséquence de réglementer le transport et la vente de ces produits considérés comme potentiellement dangereux ;

Sur proposition de Mme la directrice de cabinet du Préfet des Côtes-d'Armor

ARRÊTE :

Article 1 – L'achat, la vente et la cession, à titre onéreux ou non, des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques des catégories F2 à F4 (C2 - C4), sont interdits sur l'ensemble des communes du département des Côtes-d'Armor.

Article 2 – L'utilisation, le port et le transport des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques des catégories F2 à F4 (C2 -C4), sont interdits sur l'ensemble des communes du département des Côtes-d'Armor.

Article 3 – L'acquisition et le transport par des particuliers de récipients contenant des produits chimiques inflammables ou explosifs sous la forme liquide, solide ou gazeuse (en particulier : hydrocarbure, acide sulfurique, soude, chlorate de soude, alcool à brûler et solvants) sont interdits.

Article 4 – En cas de nécessité absolue, d'urgence et pour répondre à un besoin justifié, il pourra être dérogé aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté, après appréciation des services de la police nationale ou de la gendarmerie nationale.

Article 5 – La détention et le transport, sans motif légitime, d'armes ou d'objets pouvant constituer une arme par destination sont interdits.

Article 6 – Les dispositions des articles 1 à 5 s'appliquent à compter du mardi 4 juillet 2023 18h00 jusqu'au samedi 15 juillet 2023 23h59.

Article 7 – Conformément à la réglementation en vigueur, il est rappelé que :

- la vente au déballage d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques est

